

ARLES DE LA REVOLUTION A LA REPUBLIQUE

La Révolution à Arles a été marquée par de violentes luttes entre les tenants de l'Ancien Régime et les artisans du nouvel ordre des choses. Cette histoire tumultueuse, souvent sanglante, a opposé des groupes sociaux, des quartiers, des familles. Il est tentant pour l'historien de voir dans ce traumatisme initial l'origine de la vie politique passionnée de la ville jusqu'à la victoire définitive des républicains en 1878 à Arles. Jusque là, en effet, les royalistes et les républicains s'étaient livrés un combat sans merci, notamment dans les luttes municipales, avec des temps forts durant la Deuxième République et sous le Second Empire. Dans toutes ces luttes la Révolution est souvent invoquée, tantôt comme modèle, tantôt comme repoussoir. Toutefois on a l'impression qu'avec le temps la mémoire devient sélective et que chaque camp a sa Révolution. La mémoire des royalistes paraît plus attentive aux détails du passé local, alors que les républicains se réfèrent plus facilement aux grands principes, ce qui facilite l'oubli des se et des particularités locales au bénéfice d'une grande Révolution universelle qui sert en quelque sorte de modèle à la République. Mais la mémoire collective est portée par des individus et des groupes sociaux. La permanence apparente des situations sociales tendrait à laisser supposer que les familles, à de rares exceptions près, conservent la même orientation politique dans le temps. Ainsi il serait possible de repérer des familles de tradition républicaine issue de la Révolution et des familles de tradition royaliste. Bien sûr dans le détail il est toujours possible de rencontrer un noble babouviste (le célèbre chevalier d'Antonelle)¹, des artisans et des marins royalistes et des prêtres jacobins mais ils figurent l'exception dans un monde largement dominé par des antagonismes sociaux très prononcés qui assignent, en quelque sorte, à chacun sa place sur l'échiquier politique. La ville d'Arles possède depuis des temps fort reculés une répartition de la population par quartiers basée sur les grandes activités économiques de la ville, quartier de marins, quartier de grands propriétaires, enfin, à la périphérie, quartier de

1. AVENARD et GUIRAL, « Essai d'explication du marquis d'Antonelle », dans *Provence Historique*, tome 5, 1955, F. PINEAU, « Le Chevalier d'Antonelle, itinéraire d'un déclassé », mémoire de maîtrise, Aix, 1979.

cultivateurs. On imagine sans peine les antagonismes que la Révolution a pu déclencher ou exacerber entre les différentes parties de la ville. Là aussi on peut supposer une certaine permanence dans le temps et retrouver à une échelle provinciale ce que J. Rougerie appelle un « espace révolutionnaire » pour Paris². Mais tout ceci n'est en fait qu'une série d'hypothèses qui nécessitent une vérification.

LA REVOLUTION A ARLES

La Révolution à Arles a été marquée essentiellement par l'opposition à partir du printemps 1791 entre les chiffonistes et les monnaidiers³. Ces deux factions rivales sont bien connues grâce au travail de M. Fabio Sampoli⁴. La chiffonne, qui regroupe les royalistes, doit son nom à la maison du chanoine Giffon, située dans le théâtre antique, où les opposants à la municipalité d'Antonelle prirent l'habitude de se réunir à partir de juin 1791. Ils se distinguaient grâce au port d'un syphon d'argent ou d'or à la boutonnaire. Il ne s'agit pas d'un club mais plutôt d'un courant dans lequel se reconnuent plus d'un millier d'Arlésiens dont les noms ont été conservés. On y trouve la plupart des membres de la noblesse et l'essentiel de la bourgeoisie arlésienne. La chiffonne bénéficie également du soutien d'une partie non négligeable du monde du commerce (marchands et négociants). Le monde rural ne constitue, du moins pour les professions connues, que 1/8^e des chiffonistes avec, parmi eux, une majorité de ménagers alors que la paysannerie représente environ la moitié de la population arlésienne et une forte proportion de la population agglomérée. Le lieu de rendez-vous des chiffonistes comme leurs lieux d'habitation les situent dans la partie est de la ville, dans le quartier de la Hauteure, autour des arènes.

En face d'eux se trouvent les monnaidiers qui tirent leur nom du quartier de la Monnaie (proche du port) et de leur appartenance à la 18^e compagnie de la Garde Nationale, la compagnie de la Monnaie. La composition sociale en est bien sûr différente, avec, notamment, un faible pourcentage de représentants de la bourgeoisie et un seul noble, le chevalier d'Antonelle. Près de la moitié de l'effectif est composée d'artisans, les marins et les dockers constituent 1/5^e du total. Les paysans représentent 1/6^e de l'ensemble des individus, et pour la plupart il s'agit de journaliers employés sur les grands domaines de Camargue et de Crau et vivant dans l'agglomération. L'implantation des monnaidiers est plutôt centrée sur le

2. J. ROUGERIE, « Recherche sur le Paris populaire. Espace populaire et espace révolutionnaire : Paris 1870-1871 » dans *Recherches et Travaux*, institut d'histoire économique et sociale de l'université de Paris I, n° 5, janvier 1977.

3. Pour ces diverses sources locales cf. : F. SAMPOLI, « *Politics and society in Revolutionary Arles : Chiffonistes and Monnaidiers* », Ph. D., Yale University, 1982.

4. F. SAMPOLI, op. cit., M.F. EYMERY, « *Arles des débuts de la Révolution au fédéralisme : des structures sociales aux attitudes politiques et aux mentalités collectives d'après l'étude des foules* », mémoire de maîtrise, Aix, 1969.

port et plus particulièrement la Roquette, à l'ouest de la ville. La zone de contact entre les deux mondes est située dans les parages de l'hôtel de ville et de la place du Forum, au centre de la cité. Il n'est pas possible de relater tous les événements qui ont marqué la période révolutionnaire à Arles. Disons simplement qu'ils sont suffisamment nombreux et tragiques pour avoir laissé des traces dans la mémoire collective. Tels ces membres du « Comité des Sabres » qui parcouraient les rues au son du tambour, chapeau gris sur la tête et bras de chemise retroussés, pour annoncer le nom de la personne qui allait être tuée après un très sommaire jugement, ou bien les promenades à dos d'âne que durent subir de nombreuses femmes royalistes. Venant du camp opposé, les persécutions des monnaidiers au moment de l'insurrection arlésienne de juin 1791 ou le bref épisode fédéraliste en juin/juillet 1793 marquèrent les esprits.

Voilà très brièvement résumés les principaux aspects de la Révolution arlésienne qui se sont déroulés dans une cité de 25.000 habitants, dont 15.000 intra-muros, et où il est facile pour la population agglomérée de se connaître.

LA PERMANENCE DES ATTITUDES POLITIQUES

Il m'a paru intéressant de suivre sur tout le XIX^e siècle les familles qui avaient joué un rôle durant la période révolutionnaire pour essayer de découvrir si finalement leurs engagements politiques ultérieurs n'étaient pas en quelque sorte commandés par les positions prises au moment de la Révolution par leurs ancêtres. Pour cela ont été utilisées les listes de noms dressées par Vêran, notamment, mais aussi des listes d'individus taxés par les royalistes en 1815 par exemple ⁵. Pour les quelques familles dont les noms apparaissent aussi bien chez les chiffonistes que chez les monnaidiers, il a bien sûr été nécessaire de reconstituer leur généalogie pour éviter des erreurs de filiation. A partir de là il a été possible de resituer dans leur lignée un grand nombre d'élus du XIX^e siècle. Les élections locales et, notamment, les élections municipales, objets de tant de luttes, m'ont paru constituer le meilleur cadre pour observer l'évolution des prises de position politique des individus à chaque génération.

Ainsi c'est sans étonnement que l'on retrouve sous le 1^{er} Empire une municipalité sortie tout droit des rangs de la chiffonne, parmi les conseillers municipaux désignés, aucun nom ne provient des monnaidiers. Le régime napoléonien se satisfait plus du conservatisme des royalistes que des

⁵. Manuscrit, bibliothèque d'Arles, M 812, M 1191, M 233. Liste dressée par le conseil municipal du 10 août 1815 des individus ayant soutenu l'usurpateur, dans PRAT, « Extrait des registres des délibérations du conseil municipal d'Arles », Arles, 1832. Signataires du texte : « Les Républicains d'Arles, aux administrateurs du département des B.D.R. », Arles, 1796.

tendances républicaines de certains notables répertoriés par le sous-préfet ⁶. Déjà apparaissent les premières compromissions qui peu à peu vont diviser en profondeur le parti royaliste. En 1811 le sieur Meiffren Laugier obtient de Napoléon le titre de baron que lui-même, et plus tard son fils, porteront fièrement sous tous les régimes en occupant diverses fonctions électives jusqu'en 1870. La composition du conseil municipal présente l'avantage pour Arles au moment de la Restauration de pouvoir effectuer une transition sans grand heurt, à tel point d'ailleurs que les Tarasconnais les accusent de tiédeur dans une polémique qui a pour but de récupérer la sous-préfecture. Cette municipalité « tout-terrain » n'hésite pas à demander au roi de ne pas signer la charte ⁷...

Sous la Restauration les royalistes se divisent en modérés, moins nombreux qu'ailleurs aux dires du sous-préfet, et en « royalistes exagérés » ⁸. Le courant libéral est alors peu représenté. Comme on peut s'en douter tous les conseillers désignés sont pour la plupart issus de la chiffonne. Les rivalités entre les plus modérés et les exaltés vont jusqu'à des menaces de charivari. Toutefois les attitudes politiques des notables n'empêchent pas les solidarités familiales, même avec le diable. Le chevalier d'Antonelle qui meurt en 1817 laisse pour légataire universel son cousin le marquis Perrin de Jonquières, maire d'Arles. Le clergé d'Arles, refusant de sa propre initiative de procéder à une inhumation religieuse convenant au rang du défunt, le maire proteste et n'hésite pas à utiliser de son crédit pour faire réprimander par le ministre de l'intérieur l'archevêque d'Aix qui avait approuvé l'attitude du clergé arlésien. Il est vrai qu'Antonelle laissait une belle fortune qui valait bien une demande de messe et que la fin de cet ancien maire et député, anti-clérical, babouviste en 1797, fut en quelque sorte édifiante et consacrée à aider les pauvres ⁹. Peut-être même s'assagit-il et parvint-il à une certaine sagesse politique, du moins si l'on en juge d'après un curieux texte à la louange des Bourbons ¹⁰.

Après la Révolution de 1830 le parti carliste reste majoritaire à Arles. Dans les élections municipales on retrouve parmi les élus les noms de chiffonnistes (19 sur 27) ¹¹. En 1842, le député Eugène de Grille, issu d'une des plus vieilles familles arlésiennes fait sensation en se ralliant à Louis-

6. Manuscrit, bibliothèque d'Arles, M 2263.

7. « Réponse de la Garde Nationale de la ville d'Arles aux inculpations calomnieuses dirigées contre elle, et insérées dans le journal des campagnes et des villes du 25 mai 1816, n° 478 », Arles, 1816. « Extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la ville d'Arles, séance extraordinaire du 26 avril 1814 », Arles, 1814.

8. A.D. des B.D.R., IIM3/5 à IIM3/7.

9. A.D. des B.D.R., M6/11. La fortune d'Antonelle d'après sa déclaration de succession s'élève à plus de 230.000 francs, c'est une des plus grosses fortunes d'Arles. A.D. des B.D.R., XII Q3 7/12.

10. P.A. d'Antonelle, « Le dernier réveil d'un vieillard », Arles, 1815.

11. Cité par G. GAUDIN, « Le royalisme dans les Bouches-du-Rhône, 1876 à 1927, de la fidélité à l'idéologie, contribution à l'étude des blancs du midi », doctorat d'état, Aix, p. 49-60.

Philippe. Face à ce qui est considéré comme une véritable trahison Eugène de Grille voit se dresser un candidat carliste pur et dur, le comte Remacle, originaire d'Avignon, et qui, lui, ne trahira la cause légitimiste que sous le Second Empire en devenant maire, député, puis préfet. Une nouvelle génération de légitimistes se rallie donc à la Monarchie de juillet, accentuant des lignes de fractures déjà apparues sous le Premier Empire. Comme l'écrit avec amertume un correspondant de Berryer : « Tous les hommes de notre parti ne savent pas se soustraire à l'influence d'un grand nom et d'une grande fortune »¹².

La Révolution de 1848 à Arles va réveiller des passions et faire brusquement sortir au grand jour des noms de familles dont les ancêtres, autrefois, s'étaient engagés du côté de la Révolution.

La République est bruyamment fêtée dans le quartier de la Roquette. La vieille municipalité se voit adjoindre un comité provisoire de 5 membres dont 3 sont issus de familles monnaldières. La fraternité qui domine dans les premiers temps de la Révolution conduit les marins d'Arles à rendre une visite amicale à un des plus célèbres café royaliste en avril 48. Le grand héros est encore Lamartine qui en 1842 a obtenu de haute lutte que le chemin de fer passe à Arles. Il avait dû alors lutter contre le célèbre avocat royaliste marseillais Berryer. Mais cette popularité ne durera guère. La commune d'Arles a alors considérablement évolué sur le plan politique et, en décembre 1848, elle place en tête, lors de l'élection présidentielle, Ledru-Rollin. Il est intéressant de noter que dans le comité de soutien, plus de la moitié des individus proviennent de familles ayant appartenu au parti monnadié. Le sentiment républicain, refoulé depuis la période révolutionnaire, ressort apparemment toujours ancré dans les mêmes familles. Il n'y a que peu de reclassements, si ce n'est de manière spectaculaire l'affrontement entre les frères Richaud : Le notaire est proche des légitimistes, le frère, propriétaire, est au contraire un fervent républicain, comme l'était son aïeul. Comme dans le reste de la France les oppositions se font plus vives et un glissement à gauche se fait sentir chez une partie des républicains.

Lors de l'élection d'Eugène Sue à Paris le 2 mai 1850, la Roquette s'illumine ! Pourtant les municipalités élues durant la période sont de nouveau royalistes et même légitimistes. On retrouve alors plus de 50 % de noms de familles chiffonistes.

En 1852 lors des élections municipales d'août les descendants des chiffonistes sont encore près de la moitié des élus, on trouve cependant à

12. B. REMACLE, « *A messieurs les électeurs du 5^e arrondissement des B.D.R.* », Arles, 1842.

13. L. MEGE, « *Documents pour servir à l'histoire de la république de 1848 à Arles* », manuscrit, bibliothèque d'Arles, M 446 et M 447.

14. A.D. des B.D.R., IIM1/2 B.

leurs côtés quelques conservateurs venus des milieux républicains (4 sur 27). Mais en réalité la vieille rivalité qui oppose royalistes et républicains empêche tout rapprochement, le sous-préfet renonce à obtenir un soutien massif à l'Empire, tout rapprochement avec un des partis se traduit par le passage dans l'opposition de l'autre¹⁵. Arles, qui accueillera plusieurs fois l'Empereur, ne sera jamais une « ville impériale ». Le ralliement de Remacle, porte drapeau du légitimisme, à l'Empire déchire une nouvelle fois le camp royaliste, malgré la tentation de l'ordre. Le trouble général de l'opinion apparaît dans le taux d'abstention exceptionnellement élevé au référendum de 1852, 76 % des Arlésiens ne se sont pas dérangés pour aller voter, contre 54 % dans l'arrondissement, il s'agit du record de « bouderie » dans le département¹⁶. En 1870 le référendum du 8 mai est un cuisant échec, les électeurs cette fois-ci se sont déplacés pour venir voter « non » plus largement qu'ailleurs (76 % de « non » contre 56 % dans le département). Les légitimistes, travaillés par leur député, le baron de Chartrouse et le sous-préfet, prônent mollement le « oui », leur électorat n'obéit pas¹⁷.

Mais depuis 1865 la majorité des électeurs arlésiens votent républicain et envoient à la mairie des conseillers municipaux opposés au maire nommé par le pouvoir. Sur cette liste d'élus on retrouve des noms bien connus de familles déjà engagées à l'époque de la Révolution française dans le camp monnaidier (11 sur 27)¹⁸. Les Républicains ne prennent réellement le pouvoir municipal que le 4 septembre 1870 sous la direction d'Augustin Tardieu, nouveau maire d'Arles, modéré d'après le sous-préfet, véritable antéchrist pour les royalistes car il s'attaque aux congrégations et aux secours... Là encore, sans entrer dans le détail de la vie politique arlésienne, toujours fort complexe et passionnée, on peut constater que dans les années qui suivent et qui correspondent à la mise en place de la République, toutes les listes municipales élues comportent une part non négligeable (en général 1/3) de noms déjà relevés durant la Révolution dans la faction monnaidière.

Encore au début du XX^e siècle, sur chaque liste radicale socialiste élue, on retrouve des noms de familles monnaidières, mais la proportion est tombée à environ 5 ou 7 noms sur 27¹⁹. On trouve même quelques noms de familles de tradition royaliste, quelques reclassements ont eu lieu, mais les noms nouveaux ont submergé les anciennes lignées arlésiennes.

15. A.D. des B.D.R., IIM1/4.

16. A.D. des B.D.R., IIM1/7.

17. L. MEGE, « *Chroniques arlésiennes* », manuscrit, bibliothèque d'Arles, M 236.

18. Résultats des élections dans les journaux locaux, « Le Forum Républicain », « l'Homme de Bronze », bibliothèque d'Arles. En 1881 10 conseillers municipaux élus portent un nom de famille monnaidière (liste Jacques Martin). En 1888 la proportion est de 11 sur 27 conseillers élus (liste Jacques Tardieu). En 1894 on trouve encore 9 noms de familles monnaidières (liste Jacques Martin).

19. « Le Forum Républicain », la liste Nicolas en 1904 a 7 noms de familles monnaidières. En 1908 la liste Granaud en comporte encore 5.

Le renouvellement s'observe même du côté royaliste. La moitié seulement des notabilités légitimistes d'Arles, vers 1890, sont des descendants de chiffonistes²⁰. Mais on ne peut observer aucun passage du parti républicain au parti royaliste, les noms nouveaux sont ceux d'étrangers venus s'installer à Arles.

D'une manière générale, il ressort de ce rapide survol que la stabilité des engagements est très importante, il ne paraît pas exagéré de parler de continuité familiale. Lorsqu'il y a défection celle-ci se produit presque toujours dans le camp royaliste. La participation des royalistes au pouvoir municipal et à la députation presque sans discontinuer du Directoire au Second Empire et les compromissions inévitables qui en ont résulté, ont contribué à les diviser, voire à les discréditer pour certains. A trop préférer le maintien de l'ordre il arrive un moment où le maintien d'une ligne politique cohérente devient difficile, voire impossible. Les réflexions désabusées des royalistes dans les années 70 illustrent bien cette situation²¹. Dans un camp comme dans l'autre l'effacement des familles qui ont joué un rôle pendant la Révolution n'intervient guère que sous la Troisième République, soit 3 générations après. Mais les premières grandes figures républicaines, à l'exception peut-être d'Augustin Tardieu, sont issues de branches familiales monnadières (Emile Fassin, Jacques Martin, Honoré Nicolas)²², étonnante permanence.

L'ESPACE POLITISE

L'histoire ne marque pas seulement la conscience des individus, elle imprègne également les lieux et contribue ainsi à perpétuer les antagonismes. Il est caractéristique d'observer que les quartiers qui s'opposaient durant la Révolution continuent d'avoir une sensibilité politique très différente durant une bonne partie du XIX^e siècle. Le centre et l'est de la ville sont royalistes, l'ouest est républicain. En 1789, comme en 1848, les clubs ou les lieux des rassemblements populaires respectent cette carte politique, les plus exaltés se situent aux extrémités de la ville, les plus modérés occupent souvent une position centrale comme le club qui appelle à voter Cavaignac lors des élections présidentielles de 1848²³. Les cercles, nombreux et presque tous politisés au XIX^e siècle, perpétuent cette coupure de la ville, avec une prédominance pour la place du Forum, au centre de la ville, cette promiscuité permet aux gens de s'apostropher plus facilement... Les observateurs de la vie arlésienne ne manquent d'ailleurs jamais de souligner ces rivalités. Comme l'écrivait Régis Trouche, un des chefs du parti royaliste

20. G. GAUDIN, op. cit.

21. R. TROUCHE, « *Causeries arlésiennes* », Arles, 1876.

22. Pour Fassin cf. : R. VENTURE, « *Les Fassins : l'ascension d'une lignée de notables* », mémoire de maîtrise, Aix, 1982.

23. L. MEGE, op. cit.

au début des années 70, chaque quartier a sa coloration particulière. Ainsi les femmes de la Roquette élèvent-elles des autels à Marianne, place Sarneguette, et portent-elles des fichus rouges provocateurs. Dans le quartier de la Hauteure, autour des arènes, les femmes portent volontiers une fleur de lys et des rubans verts et blancs²⁴.

Au travers des élections, également, la différence entre les quartiers apparaît nettement. Pour ne donner qu'un exemple, lorsqu'en 1910 les royalistes décident de voter pour le candidat socialiste Sixte Quenin « Pour faire arriver le plus mauvais afin que cela finisse le plus tôt » et dans le but de barrer la voie à un député radical, franc-maçon et surtout anticlérical virulent, Sixte Quenin réalise un de ses meilleurs scores intra-muros dans le bureau de l'hôtel de ville où viennent voter les habitants de la Hauteure, traditionnellement royalistes. Cette politique du pire n'est pas sans ambiguïté dans la mesure où les idées de Sixte Quenin effraient moins certains royalistes que l'anticléricalisme des radicaux, d'autant plus violent qu'il est leur seul programme d'après une analyse de « L'Homme de Bronze », journal arlésien très conservateur²⁵.

LE SOUVENIR COLLECTIF : LA RÉVOLUTION OUBLIÉE

Le passé révolutionnaire comme nous venons de le voir est présent durant la majeure partie du siècle, il détermine dans une large mesure l'attitude politique des générations successives d'Arlésiens. On pourrait supposer dans ces conditions que le souvenir de la Révolution arlésienne demeure vivace dans la mémoire collective. En réalité si les références à la Révolution sont nombreuses tout au long du siècle, il ne s'agit la plupart du temps que d'évoquer une Révolution abstraite avec ses principes et ses années terribles (1793). Le passé arlésien n'est cité que par la génération de ceux qui ont vécu la Révolution. Par exemple lors des obsèques du chevalier d'Antonelle en 1817. En 1832, un petit ouvrage imprimé à Arles rappelle que la municipalité de 1815 s'était déshonorée en faisant payer aux seuls républicains et ralliés à l'Empire les frais d'hébergement des troupes d'occupation²⁶.

Au-delà de 1832, les textes ne mentionnent plus les événements d'Arles. Pourtant ceux-ci étaient abondamment décrits par les érudits locaux tel Pierre Véran, François Xavier d'Eyminy qui avaient traversé la période et un peu plus tard par Louis Mège²⁷. Mais ces travaux de compilation minutieuse assortis d'un commentaire partial par 3 royalistes convaincus sont restés manuscrits et ont de ce fait été peu diffusés.

24. R. TROUCHE, op. cit.

25. « L'homme de Bronze » du 16 avril 1910.

26. PRAT, « Extraits des registres des délibérations du conseil municipal d'Arles », Arles, 1832.

27. VERAN, D'EYMINY, MÈGE, op. cit.

En 1848 la Révolution et la République sont de nouveau à l'ordre du jour : les royalistes ont peur, quelques républicains pensent se faire mieux accepter en dénonçant les excès de 1793, mais aucune allusion directe n'est faite aux événements d'Arles²⁸.

En 1868, Emile Fassin se propose d'éduquer ses concitoyens en leur contant par le menu l'histoire oubliée de la Révolution à Arles dans la revue nouvellement créée « Le Musée » dont les fondateurs portent d'ailleurs des noms de familles monnaldières. Il doit s'interrompre au bout de 5 articles. On peut supposer que les pressions de vieilles familles arlésiennes, qu'il redoutait dans son premier article, se sont produites. Il craignait en effet la réaction de ceux qui voulaient laisser toutes ces vieilles histoires dans l'oubli²⁹. Peut-être se méfiait-on aussi de ses opinions républicaines, modérées au demeurant, mais dans une ville coupée en deux partis depuis aussi longtemps, l'appartenance à une famille politique rendait suspect tout jugement.

En 1879, le journal royaliste « l'Etoile du Midi » se plaint de la méconnaissance des événements révolutionnaires par les Arlésiens et notamment par les royalistes eux-mêmes. Il vante un petit ouvrage manuscrit qu'il souhaiterait voir éditer et qui rappelle les assassinats de chiffonistes par des monnaldières, mais il n'en cite aucun passage³⁰. Il semblerait donc que l'histoire de la Révolution arlésienne ne soit connue dans le meilleur des cas que par une minorité, il n'y a pas comme en Vendée une mémoire collective très active qui maintient vivante la tradition, ni du côté républicain qui aurait pu exalter la mémoire d'un personnage hors du commun et de réputation nationale comme d'Antonelle, ni du côté royaliste qui aurait pu dresser un martyrologue. Le seul martyr évoqué fréquemment est Mgr du Lau évêque d'Arles assassiné à Paris lors des massacres de septembre.

Cette stabilité des attitudes politiques n'est donc pas due à une mémoire collective exacerbée. Bien sûr on peut supposer que dans certaines familles les souvenirs de la période révolutionnaire ont pu faire l'objet d'une transmission orale, mais la vérification est pratiquement impossible. On est obligé de se fier aux appréciations d'observateurs de la vie arlésienne et, comme nous l'avons vu précédemment, ils considèrent que, dès le Second Empire, la plupart des Arlésiens, y compris les principaux élus, ignorent largement le passé de la cité. Mais la société arlésienne pouvait-elle perpétuer indéfiniment le souvenir d'événements sanglants qui l'avaient déchirée ?

28. L. MEGE, op. cit.

29. E. FASSIN, « Arles révolutionnaire » dans *Le Musée*, 1868, n° 1, 3, 4, 6, 9. « La période révolutionnaire si peu connue d'entre nous », « *Le Musée* », n° 1, p. 9. « La génération qui nous précède aurait-elle emporté dans la tombe le secret de ses tribulations, de ses déchirements, de ses regrets ? », « *Le Musée* », n° 3, p. 34.

30. « *L'Etoile du Midi* », 19 octobre 1879.

LES MUTATIONS CONTRASTÉES DU XIX^e SIÈCLE

Les causes de la stabilité des attitudes politiques sont donc à chercher ailleurs, et peut-être, en premier lieu, dans la relative stabilité des structures économiques et sociales durant une longue période qui ne s'achève que sous le Second Empire. La société de 1848 ressemble beaucoup à celle de 1789 avec une élite bourgeoise composée d'hommes de loi, de médecins, de propriétaires auxquels on peut ajouter les négociants dont le rayonnement commercial ne dépasse pas le cadre local et qui ont comme ambition de devenir à leur tour des propriétaires³¹. Tout au plus peut-on noter le relatif effacement de la noblesse locale. La bourgeoisie n'a guère évolué depuis la Révolution, or elle constituait à l'époque une bonne partie des troupes chiffonistes. 80 % de ces bourgeois appartenaient au parti des royalistes³². Ils sont surtout attachés au maintien de l'ordre d'où l'acceptation, sans se rallier, du Consulat puis de l'Empire. En l'an XII une adresse au 1^{er} Consul précise l'attitude de ces notables locaux : ils avaient souhaité disent-ils en substance la « purge » de la Royauté sans vouloir sa chute mais étant données les circonstances ils appuyaient le 1^{er} Consul³³. Sous Louis-Philippe comme sous Louis-Napoléon Bonaparte la bourgeoisie arlésienne assume les principales responsabilités, certains de ses membres finissent par se rallier, en apparence du moins, d'autres essaient de rester légitimistes plus ouvertement.

Le déclin de l'influence de la bourgeoisie arlésienne correspond à la perte de ses bases économiques traditionnelles sous le Second Empire : La plupart des grands domaines agricoles de Camargue et de Crau leur échappent au profit des propriétaires forains, le port, ruiné par la concurrence de la ligne de chemin de fer Paris-Lyon-Méditerranée, disparaît presque complètement. La vieille bourgeoisie arlésienne perd alors beaucoup de sa superbe. A contrario, un peu plus au nord, entre la Durance et les Alpilles, la « Vendée provençale », à l'abri de l'industrie, mais non sans un étonnant dynamisme agricole reste plus longtemps qu'Arles le bastion d'un royalisme populaire et joue un rôle considérable dans les élections législatives³⁴.

Les Républicains conservent également leurs bases sociales et économiques jusqu'au Second Empire. La disparition des marins de la Roquette, vieux bastion révolutionnaire, ainsi que la diminution du nombre des ouvriers agricoles sont largement compensées par la venue d'une classe ouvrière nouvelle aux ateliers du chemin de fer construits sur l'emplacement des Alyscamps, puis aux ateliers de construction navale de Barriol, sans

31. A. DEFAIX, « Arles de 1848 à 1879 », D.E.S., Aix, 1966. P. ALLARD, « La fortune des Arlésiens au XIX^e siècle », thèse 3^e cycle, Aix, 1978.

32. F. SAMPOLI, op. cit.

33. A.D. des B.D.R., IIM1/1.

34. G. GAUDIN, op. cit.

compter les industries chimiques installées plus au sud, en Camargue³⁵. Les ouvriers des ateliers venus du Centre et du Nord de la France contribuent à radicaliser les républicains. Les contacts sont fréquents entre cette population nouvelle et le petit peuple arlésien. Ils sont souvent au chômage et fréquentent avec assiduité les cafés arlésiens, diffusant ainsi les fermentes du socialisme³⁶. Celui-ci, peu présent en 1848 – les républicains votent Ledru-Rollin – finit par triompher en 1910, après un long intermède radical. Mais au début du XX^e siècle nous sommes bien loin de la Révolution : les basses sociales de l'opposition entre monnaidiers et chiffonistes ont disparu. D'autres groupes sociaux, d'autres conflits et d'autres enjeux opposent désormais les Arlésiens.

On ne peut négliger non plus l'importance du renouvellement constant de la population, indépendamment des bouleversements économiques évoqués précédemment. Le nombre des habitants agglomérés varie peu durant le siècle. Cette apparente stabilité cache en réalité un mouvement de population assez important. L'état civil révèle qu'à toutes les époques, 1/3 environ des individus sont nés ailleurs que dans la commune³⁷. Progressivement, il y a donc renouvellement de la population arlésienne, ce qui se traduit à la fin du siècle par la disparition d'un nombre considérable de noms de familles arlésiennes et l'apparition de noms nouveaux, y compris dans le parti royaliste. Cette érosion du temps est particulièrement sensible dans la noblesse arlésienne qui a pratiquement disparu à la fin du XIX^e siècle, soit que les descendants aient quitté la ville, soit qu'il n'y ait pas eu d'héritiers³⁸.

CONCLUSION

Il ressort de cette brève étude sur la vie politique arlésienne au XIX^e siècle que la continuité est plutôt la règle et le changement de l'exception. Cette tendance à la stabilité sur plusieurs générations n'est observée que dans les familles dont les membres participent activement à la vie politique et elle concerne aussi bien les royalistes que les républicains. Il serait hasardeux d'en déduire qu'il en est de même pour l'ensemble de la population. La permanence dans le temps des oppositions entre quartiers révolutionnaires et quartiers royalistes permet toutefois de supposer que fort vraisemblablement les choix politiques des individus sont largement commandés par une tradition familiale elle-même liée à une situation sociale stable dans le temps. Ainsi les oppositions révélées durant la Révolution

35. P. ALLARD, « La disparition des marins d'Arles », dans *Provence Historique* n° 1982, p. 103-121.

36. D'après le procureur de Tarascon en 1861, dans A. DEFAIX, op. cit.

37. P. ALLARD, *La fortune...* n°, op. cit.

38. « Les grandes familles disparaissent sans laisser de descendants qui puissent continuer de si nobles traditions », *L'Étoile du Midi* n°, 14 février 1886.

traversent tout le siècle et, si la mémoire des événements arlésiens paraît s'estomper à mesure que disparaissent les acteurs et les témoins, les causes profondes de ces choix politiques demeurent et orientent le comportement de générations d'individus.

Dans ces conditions les changements économiques qui surviennent sous le Second Empire et entraînent un bouleversement des groupes sociaux, tout en accélérant le renouvellement de la population, devraient modifier bien des attitudes. Or, malgré tout, pour les individus que l'on peut restituer dans des lignées arlésiennes le poids de la tradition familiale paraît déterminant jusqu'à la veille de la première guerre mondiale. Les reclassements sont peu nombreux et toujours dans le même sens, en l'occurrence celui de l'Histoire, puisque quelques rares lignées de royalistes fournissent de loyaux républicains sous la III^e république.

Au-delà de la tradition familiale, difficile à apprécier, les pratiques sociales et politiques arlésiennes ont certainement contribué à figer les attitudes politiques. Royalistes et républicains se livrent en effet un combat de tous les instants, les convictions politiques sont constamment sollicitées et ravivées par cet état de tension. Les multiples cercles qui tout au long du siècle entretiennent ces rivalités représentent par leur nombre et leur fréquentation un facteur important de la sociabilité arlésienne. Tout changement d'opinion entraîne donc une rupture dans l'environnement familial et social. Dans une petite ville où tout le monde se connaît il devait être difficile d'échapper à ces contraintes.

En définitive les principaux changements dans le rapport des forces politiques à Arles sont dus à l'apparition d'une nouvelle population d'ouvriers et d'employés, venus du nord de la France en général, et qui amènent avec eux d'autres traditions. Les départs, nombreux, le renouvellement dû à l'immigration tout cela fait passer progressivement la lutte entre les monnaidiers et les chiffonnistes au second plan. Le vieux combat finit par s'estomper faute de combattants.

Paul ALLARD.